



A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et échevins,

CONTACT BPL – Direction des affaires
générales et juridiques
T +32 02/800.36.54
F +32 02/800.38.00
dagj.bpl@sprb.brussels

NOTRE REF. CIRC. 2020/5

VOTRE REF.

CONCERNE

Circulaire ministérielle-Covid 19-Mesures organisationnelles dans le cadre de la crise sanitaire-fonctionnement des instances de décision.

ANNEXES

BRUXELLES

18 MARS 2020

Mesdames, Messieurs les Bourgmestres et échevins,

Depuis le 13 mars à minuit et jusqu'au 3 avril inclus, le Gouvernement fédéral a adopté des mesures dont vous avez pris connaissance et disponibles sur le site www.info-coronavirus.be.

Je vous demande en priorité de respecter les directives fédérales, ainsi que les décisions prises au niveau régional en matière de police dans le cadre de la crise coronavirus COVID-19 et de son impact sur tout type de réunions et ce afin de maintenir l'harmonisation dans les actions. Les décisions prises au niveau régional sont disponibles à l'adresse suivante <https://bps-bpv.brussels/fr/mesures-contre-le-coronavirus-covid-19-questions-frequeemment-posees>.

Toutefois, la continuité des services publics doit être assurée. Compte tenu de la situation actuelle, il convient d'envisager la situation où il ne serait plus possible de réunir physiquement les instances de décision qu'il s'agisse des conseils communaux, des conseils d'action sociale, collèges des bourgmestre et échevins, bureaux permanents ou autres organes de gestion.

Réunion du conseil communal et publicité des séances

Il existe différents moyens juridiques pour permettre aux conseils communaux de se tenir avec un public plus restreint ou sans public, ou de reporter les séances.



1. Règle générale : Art. 93 de la nouvelle loi communale (par après NLC)

L'article 93 précise ce qui suit :

Les séances du conseil communal sont publiques.

Sous réserve de l'article 96, le conseil communal, statuant à la majorité des deux tiers des membres présents peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider que la séance ne sera pas publique.

D'une part, le conseil communal est maître de son ordre du jour : il peut donc décider à la majorité de reporter l'examen de certains points qui y figurent et de se limiter aux points urgents ou nécessaires.

L'article 96, NLC permet de prononcer le huis clos, une fois le conseil réuni pour des raisons d'ordre public. Le covid-19 et le risque de propagation de ce virus constitue une raison d'ordre public permettant de prononcer le huis-clos.

Il convient également de noter qu'au cours de la séance, le président du conseil communal est chargé de maintenir l'ordre dans la réunion. Il peut, après un avertissement préalable, expulser immédiatement de la séance toute personne qui donne ouvertement des signes d'approbation ou de désapprobation ou qui cause du désordre de quelque façon que ce soit (article 98 NLC).

Le Président du conseil communal peut donc imposer, par exemple, qu'il y ait un nombre maximal de personnes dans le public ou que les personnes présentes maintiennent une certaine distance entre elles.

En tout cas, il est fortement recommandé de veiller à prendre les mesures adéquates pour minimiser les risques : organiser les réunions dans les espaces plus grands afin de pouvoir garder une distance suffisante entre les conseillers, prévoir des mesures d'hygiène, du désinfectant.

2. Les mesures de police administrative

La question se pose de savoir si une séance du conseil communal être reportée ou annulée.

Il est de la responsabilité de la commune et du bourgmestre en particulier de prendre les mesures appropriées pour prévenir les épidémies, telles que la menace grave représentés par le virus COVID-19 (Article 135, §2, 133, 134 NLC).

Les autorités communales peuvent, en vertu de cette compétence générale de police, prendre des mesures pour assurer l'ordre public dans la commune. Ce pouvoir revient au Conseil, sauf en cas d'urgence où l'élaboration concrète de tels règlements de police revient au Bourgmestre en vertu de l'article 134 NLC qui dispose :

« Art. 134. § 1er. En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles, d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, le bourgmestre peut faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil [(...)], en y joignant les motifs pour lesquels il a cru



devoir se dispenser de recourir au conseil (...) . Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion. »

Le virus COVID-19 et la lutte contre sa propagation constituent un tel événement imprévu.

Par conséquent, le bourgmestre peut imposer une restriction ou une fermeture générale au public de la séance du conseil communal au moyen d'un règlement de police. Un tel règlement cesse de s'appliquer s'il n'est pas ratifié lors de la réunion du conseil communal.

C'est donc à titre tout à fait exceptionnel que le bourgmestre peut décider que la réunion du conseil communal se tiendra à huis-clos pour assurer la sécurité et la santé publiques en prévenant les infections.

Dans une telle hypothèse une retransmission vidéo pour les citoyens est une option à privilégier ou l'établissement de compte-rendu complets.

3. Réunions virtuelles

S'il devient nécessaire de ne pas réunir les conseillers pour des raisons sanitaires, le bourgmestre peut également recourir aux dispositions de police ci-dessus pour autoriser une séance virtuelle du conseil communal si cela est techniquement réalisable dans des conditions suffisantes de sécurité (décision du bourgmestre, confirmée par le conseil communal lors de la séance, via Skype ou teams par exemple).

Ce type de décision ne doit être prise que dans la mesure où la séance est indispensable à l'exercice des missions de la commune.

Une décision analogue peut être prise concernant les réunions du conseils de l'action sociale ou du bureau permanent ou de tout autre organe de décision qu'il serait indispensable de tenir.

Lors de cette séance virtuelle à huis clos, seuls les points hautement prioritaires peuvent être inscrits à l'ordre du jour qui ne tolèrent aucun autre report.

Les services de mon administration restent à votre disposition pour toute question liée à cette situation exceptionnelle. Vous pouvez trouver les adresses de contact sur via le lien suivant :

<http://pouvoirs-locaux.brussels/ladministration-regionale/contactez-les-services>

Je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs les bourgmestres, à l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Le Ministre en charge des Pouvoirs locaux,

Bernard CLERFAYT



BRUSSEL PLAATSELIJKE BESTUREN

GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen

CONTACT BPB – Directie algemene en
juridische zaken
T +32 02/800.36.54
F +32 02/800.38.00
dagj.bpl@gob.brussels

ONZE REF. OMZ. 2020/5
UW REF.

BETREFT Ministeriële omzending - Covid 19- Organisatorische maatregelen
in het kader van de gezondheidscrisis- werking van de
besluitvormende organen.

BIJLAGEN

BRUSSEL,

18 MAART 2020

Geachte Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen,

Sinds 13 maart middernacht tot en met 3 april heeft de federale Regering maatregelen genomen waarvan u kennis hebt genomen en die beschikbaar zijn op de website www.info-coronavirus.be.

Ik vraag u vooreerst om de federale richtlijnen, alsook de beslissingen op gewestelijk niveau inzake politiebevoegdheid omtrent het Coronavirus COVID-19 en de impact hiervan op allerlei bijeenkomsten, steeds in acht te nemen teneinde de harmonisering van de acties te handhaven. De beslissingen op gewestelijk niveau zijn te vinden op <https://bps-bpv.brussels/nl/maatregelen-tegen-het-coronavirus-covid-19-veelgestelde-vragen>.

De continuïteit van de openbare diensten moet echter worden gewaarborgd. In het licht van de huidige situatie moet rekening worden gehouden met het feit dat de besluitvormende organen, zoals de gemeenteraden, de raden voor maatschappelijk welzijn, de colleges van burgemeester en schepenen, de vaste bureaus of andere bestuursorganen, niet langer op een fysieke manier kunnen vergaderen.

Bijeenroeping van de gemeenteraad en de openbaarheid van de vergaderingen

Er bestaan juridisch verschillende mogelijkheden om de gemeenteraden zonder of met een beperkter publiek te laten doorgaan, dan wel deze volledig af te lassen.

1. Algemene regel: artikel 93 van de Nieuwe Gemeentewet (hierna: NGW)

Artikel 93 bepaalt het volgende:

“De vergaderingen van de gemeenteraad zijn openbaar.



BRUSSEL PLAATSELIJKE BESTUREN

GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

Onder voorbehoud van artikel 96 kan de gemeenteraad, met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, in het belang van de openbare orde en op grond van ernstige bezwaren tegen de openbaarheid, beslissen dat de vergadering niet openbaar is."

Eenzijds is de gemeenteraad de hoofdverantwoordelijke van zijn agenda: hij kan daarom met een meerderheid van stemmen beslissen de behandeling van bepaalde punten uit te stellen en zich te beperken tot dringende of noodzakelijke punten.

Op grond van artikel 96 NGW kan de raad overgaan tot een besloten vergadering wanneer hij om redenen van openbare orde bijeen is gekomen. Covid-19 en het risico dat het virus zich verspreidt, is een reden van openbare orde om over te gaan tot een besloten vergadering.

Hierbij dient ook opgemerkt te worden dat tijdens de zitting de voorzitter van de gemeenteraad belast is met de handhaving van de orde in de vergadering. Hij kan, na een voorafgaande waarschuwing, terstond ieder persoon uit de zaal doen verwijderen, die openlijk tekens van goedkeuring of van afkeuring geeft of op enigerlei wijze wanorde veroorzaakt (art. 98, eerste lid, NGW).

De voorzitter van de gemeenteraad kan dus, in uitoefening van deze handhavingsbevoegdheid, bijvoorbeeld opleggen dat er een maximaal aantal personen in het publiek kunnen zitten of dat zij een bepaalde afstand van elkaar dienen aan te houden.

Er sterk in ieder geval sterk aangeraden om er tijdens de gemeenteraadszitting op toe te zien dat er passende maatregelen worden genomen: organiseren van vergaderingen in grotere ruimten om voldoende afstand tussen de raadsleden te behouden, voorzien in hygiënemaatregelen en ontsmettingsmiddelen.

2. Maatregelen van bestuurlijke politie

De vraag dringt zich op of een gemeenteraad al dan niet kan uitgesteld of afgelast worden.

Het is de verantwoordelijkheid van de gemeente en de burgemeester om passende maatregelen te nemen ter voorkoming van epidemieën, zoals de ernstige dreiging van het COVID-19-virus (artikel 135, §2, 133, 134 NGW).

De gemeentelijke overheden kunnen op grond van deze algemene politiebevoegdheid maatregelen nemen om de openbare orde in de gemeente te waarborgen. Deze bevoegdheid berust bij de gemeenteraad, behalve in spoedeisende gevallen waarin de concrete uitwerking van dergelijke politieverordeningen bij de burgemeester ligt krachtens artikel 134 NGW dat het volgende bepaalt:

"In geval van oproer, kwaadwillige samenshoring, ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, kan de burgemeester politieverordeningen maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven, met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd."



BRUSSEL PLAATSELIJKE BESTUREN
GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

Het COVID-19-virus en de strijd tegen de verdere verspreiding hiervan, valt onder dergelijke onvoorziene gebeurtenis.

Bijgevolg kan de burgemeester bij politieverordening een beperking of algehele sluiting van de gemeentezitting opleggen. Deze verordening vervalt wanneer die niet op de eerstvolgende vergadering van de gemeenteraad wordt bekrachtigd.

Het is dan ook bij wijze van uitzondering dat de burgemeester kan beslissen dat de gemeenteraad doorgaat in besloten vergadering teneinde de veiligheid en de volksgezondheid te waarborgen door besmetting te voorkomen.

In een dergelijk geval is een video-uitzending voor de burgers een optie die de voorkeur verdient, alsook een volledige verslaggeving.

3. Virtuele vergaderingen

Indien het om gezondheidsredenen noodzakelijk wordt de raadsleden niet fysiek bijeen te roepen, kan de burgemeester ook gebruikmaken van de bovengenoemde politiebepalingen om een virtuele vergadering van de gemeenteraad toe te staan indien dit technisch haalbaar is onder voldoende veiligheidsomstandigheden (beslissing van de burgemeester, bevestigd door de gemeenteraad tijdens de vergadering, bijvoorbeeld via Skype of teams).

Een dergelijk besluit kan genomen worden voor zover de vergadering noodzakelijk is voor de uitoefening van de taken van de gemeente.

Een soortgelijk besluit kan worden genomen met betrekking tot de noodzakelijke vergaderingen van de Raad voor maatschappelijk welzijn of het vast bureau of van andere besluitvormende organen.

Tijdens deze virtuele, besloten zitting kunnen enkel hoogdringende punten geagendeerd worden die geen verder uitstel verdragen.

De diensten van mijn administratie blijven beschikbaar voor alle kwesties die verband houden met deze uitzonderlijke situatie. U kan de contactadressen vinden op de volgende link:

<http://plaatselijke-besturen.brussels/nl/gewestelijk-bestuur/contacteer-de-diensten>

Met de meeste hoogachting.

De Minister belast met Plaatselijke Besturen,

Bernard CLERFAYT

Kruidtuinlaan 20 • 1035 Brussel
T +32 (0)2 204 21 11 • F +32 (0)2 800 38 00

plaatselijke-besturen@gob.irisnet.be
www.gob.irisnet.be/plaatselijke-besturen

De Gewestelijke Overheidsdienst Brussel is de gewestelijke afdeling van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.